



World Food Programme
Programme Alimentaire Mondial
Programa Mundial de Alimentos
برنامج الأغذية العالمي

Conseil d'administration

Session annuelle

Rome, 18-22 juin 2018

Distribution: générale

Point 12 de l'ordre du jour

Date: 15 juin 2018

WFP/EB.A/2018/12

Original: anglais

Questions diverses

Pour information

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<https://executiveboard.wfp.org>).

Rapport sur la visite sur le terrain du Conseil d'administration du PAM

Remerciements

Les membres du Conseil d'administration, dont les représentants ont participé à la visite sur le terrain en Guinée, au Libéria, au Mali et en Sierra Leone, tiennent à exprimer leur appréciation et leur gratitude au Secrétariat du PAM et à remercier les équipes de pays du PAM qui, grâce à une planification et à une coordination efficaces, ont offert un aperçu global et direct de la situation humanitaire, socioéconomique et politique de chaque pays.

Les membres remercient également les Gouvernements de la Guinée, du Libéria, du Mali et de la Sierra Leone d'avoir accueilli la mission; ils remercient le personnel du PAM dans les quatre pays pour son excellent travail et son dévouement.

Introduction

1. Du 18 au 28 novembre 2017, une équipe composée de représentants des États membres du Conseil d'administration s'est rendue dans les trois pays d'Afrique de l'Ouest qui ont été touchés par l'épidémie de maladie à virus Ebola au cours de la période 2014-2015: Guinée, Libéria et Sierra Leone. Les buts de la mission étaient les suivants: observer les efforts de relèvement déployés par les Gouvernements de ces pays et par le PAM après l'épidémie; voir quelles étaient les politiques, les procédures et les structures mises en place pour prévenir les futures épidémies et y faire face; tirer des enseignements de la mise en œuvre des politiques, des stratégies et des programmes du PAM sur le terrain; évaluer les mesures prises en ce qui concerne la réalisation des examens stratégiques nationaux Faim zéro et la préparation des plans stratégiques de pays conformément au Plan stratégique du PAM pour 2017-2021; mieux comprendre les problèmes que rencontrent les bénéficiaires et ceux qui sont chargés de l'exécution des activités; et observer le PAM dans son rôle de membre des équipes de pays des Nations Unies et de partenaire d'autres parties prenantes.

Coordonnatrice responsable:

Mme H. Spanos
Secrétaire du Conseil d'administration
Division du Secrétariat du Conseil d'administration
tél.: 066513-2603

2. La visite a constitué une excellente occasion, unique en son genre, d'évaluer et de mieux connaître les activités et les résultats du PAM aux niveaux régional et national dans les trois pays. Elle avait pour thème la sécurité alimentaire et le renforcement de la résilience dans le contexte difficile qui prévaut dans les pays touchés par le virus Ebola, mais a aussi permis à l'équipe d'être mise au courant de la situation au Mali et de son impact sur la région ainsi que du rôle logistique important des Services aériens d'aide humanitaire des Nations Unies dans la région.
3. Le présent rapport expose les conclusions de l'équipe, en soulignant les défis et les opportunités associés à la mise en œuvre de la feuille de route intégrée et en suggérant des moyens d'élaborer, à partir des activités menées par le PAM en Guinée, au Libéria et en Sierra Leone, des enseignements susceptibles d'être utiles à d'autres opérations menées dans la région ou ailleurs dans le monde.

Contexte

4. Au cours de la période 2014-2015, une épidémie de maladie à virus Ebola a frappé la Guinée, le Libéria et la Sierra Leone. Selon les estimations de l'Organisation mondiale de la Santé, plus de 28 000 cas ont été observés et plus de 11 000 décès signalés. Le PAM a déclaré une intervention d'urgence de niveau 3 en août 2014 et fourni une assistance alimentaire aux populations touchées pendant leur période d'isolement, ainsi qu'un soutien logistique aux Nations Unies et aux partenaires intervenant également pour faire face à la crise¹.
5. Malgré quelques progrès, la pauvreté et la mortalité maternelle restent élevées dans les trois pays. De plus, les taux de retard de croissance tournent autour de 40 pour cent dans certaines zones. Selon l'indice de la faim dans le monde de 2017, la situation est jugée "alarmante" au Libéria et en Sierra Leone et "grave" en Guinée². De plus, l'épidémie a révélé que la coordination devait être intensifiée entre les principaux acteurs gouvernementaux et les partenaires de développement, et que les gouvernements nationaux devaient augmenter les budgets affectés à la santé, à l'agriculture et aux interventions en cas de catastrophe, entre autres secteurs.

Maladie à virus Ebola

6. Dans les trois pays, l'équipe a observé les actions concrètes menées pour prévenir toute nouvelle épidémie du virus ou pour y faire face sur-le-champ. Ces pays ont pris des mesures importantes pour renforcer les structures et les capacités nationales de gestion des catastrophes.
7. L'équipe a rencontré plusieurs partenaires gouvernementaux concernés, notamment du personnel des ministères de la santé et des autorités chargées de la gestion des catastrophes, ainsi que des partenaires de l'action humanitaire, du développement, du maintien de la paix et des donateurs, afin de connaître leurs vues sur l'efficacité de l'intervention du PAM et de l'ensemble de la communauté internationale, et de dégager les principaux enseignements qui devraient être pris en compte pour élaborer les plans destinés à prévenir les épidémies futures et y faire face.
8. De façon générale, les partenaires se sont dits satisfaits de ce que faisait le PAM pour apporter une assistance alimentaire aux bénéficiaires et fournir des services et des infrastructures communs à l'ensemble de la communauté humanitaire internationale en vue de faciliter les déplacements des partenaires et leur approvisionnement. Ils ont en particulier salué les Services aériens d'aide humanitaire des Nations Unies, dont le PAM assure la gestion, pour le rôle essentiel qu'ils jouent dans les interventions.

¹ OEV/2017/004.

² <http://www.globalhungerindex.org>.

9. Au nombre des enseignements pouvant être utiles pour faire face à de futures épidémies, les partenaires gouvernementaux ont indiqué qu'il fallait renforcer la coordination, les connaissances sur le virus Ebola, les plans et les politiques, les capacités en matière de systèmes de surveillance épidémiologique, y compris le suivi des rescapés d'Ebola, la gestion des données et les diagnostics de laboratoire; il fallait également augmenter les budgets consacrés à la santé publique et promouvoir la décentralisation des systèmes de santé et la participation des communautés.
10. Il a été relevé que les normes culturelles, dans un contexte où les liens familiaux et communautaires sont profonds, empêchaient d'endiguer et de prévenir les épidémies, car les ménages et les communautés devaient adopter des comportements contraires à leurs croyances et à leurs coutumes traditionnelles. Les rations alimentaires fournies par le PAM aux ménages étaient essentielles pour que les personnes contaminées soient isolées et ainsi prévenir la propagation du virus.
11. Les autres partenaires ont souscrit à l'analyse susmentionnée et reconnu les progrès accomplis, mais ont signalé qu'il restait des facteurs de vulnérabilité dans l'ensemble du dispositif de santé et d'intervention en cas de catastrophe des trois pays. Ils ont aussi préconisé de rétablir les Services aériens d'aide humanitaire des Nations Unies afin d'améliorer l'aptitude de la communauté de l'action humanitaire et du développement à venir en aide à ceux qui sont le plus difficile à atteindre.
12. L'équipe a également rencontré des rescapés d'Ebola en Guinée et au Libéria. Ceux-ci ont exprimé leur gratitude pour l'assistance alimentaire et l'appui aux moyens d'existence fournis par le PAM pendant la crise. Nombreux ont été ceux qui ont raconté des histoires bouleversantes de décès d'êtres chers, y compris de leurs principaux soutiens économiques, de discrimination et de stigmatisation par les membres de leur communauté et de difficultés rencontrées pour subvenir aux besoins essentiels de la famille. Beaucoup étaient des femmes peu instruites, voire sans instruction, qui avaient bénéficié d'une formation en fabrication de savon ou d'autres formes d'artisanat, mais ne disposaient pas du capital nécessaire pour utiliser leurs compétences et en faire une activité rémunératrice. D'autres, qui participaient auparavant à des activités agricoles se plaignaient d'une fatigue permanente que la maladie à virus Ebola avait provoqué. Collectivement, les survivants demandaient à bénéficier d'une aide pour reconstituer leurs moyens d'existence.
13. Outre les réunions susmentionnées, l'équipe a visité des installations mobiles et fixes qui appuyaient l'intervention. Elle s'est également rendue dans des centres de traitement d'Ebola.

Axes de réflexion

14. L'intervention menée pour faire face à la maladie à virus Ebola illustre clairement la nécessité de disposer de solides mécanismes de coordination aux niveaux international et national. De plus, elle montre qu'il est de toute évidence nécessaire de renforcer les capacités institutionnelles, en particulier des systèmes nationaux et locaux de santé ainsi que de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise. Des progrès ont certes été accomplis, mais des efforts durables s'imposent, en rapport étroit avec les activités de développement, notamment dans les domaines de l'infrastructure, de l'éducation et de l'agriculture, ainsi que dans le secteur privé. À cet égard, le soutien du système des Nations Unies et des partenaires internationaux de développement, et une solide prise en mains par les Gouvernements des pays concernés et leur ferme engagement sont indispensables. Durant la transition entre une situation de crise et le redressement, sensibiliser l'opinion et mobiliser des ressources financières en faveur d'activités de développement à long terme demeure un défi. En conséquence, des stratégies de mobilisation des ressources devraient être élaborées avec les gouvernements, non seulement en faisant appel aux donateurs traditionnels mais aussi en étudiant les

possibilités offertes par la coopération Sud-Sud et les partenariats avec le secteur privé. Il est également important que le PAM et les autres acteurs humanitaires définissent clairement leur stratégie de retrait. À cet égard, l'équipe a reconnu les avantages de l'approche des plans stratégiques de pays approuvée par le Conseil d'administration du PAM en novembre 2016.

Nutrition et alimentation scolaire

15. L'équipe du Conseil s'est rendue au Centre Dream, un centre de dépistage et de traitement ambulatoire situé à Conakry (Guinée), financé et géré par une organisation italienne, la Communauté de Sant'Egidio, pour venir en aide aux personnes vivant avec le VIH/sida. Le PAM fournit une assistance alimentaire aux populations vivant avec le VIH qui souffrent de sous-alimentation, en particulier les femmes enceintes et allaitantes et les enfants.
16. L'équipe médicale et les bénéficiaires du Centre Dream ont fait part de leurs réflexions et de leurs difficultés à l'équipe du Conseil, qui a ensuite visité les installations de Dream.
17. En Sierra Leone, l'équipe a visité le centre de santé périphérique de Foredugu, où le PAM a exécuté un programme de supplémentation alimentaire ciblée afin de traiter la malnutrition aiguë modérée.
18. L'équipe du Conseil a été mise au courant de divers aspects du programme, notamment la sélection des bénéficiaires, les mesures anthropométriques, les distributions et l'établissement des rapports. Les niveaux de malnutrition ont enregistré une tendance à la baisse depuis que le PAM a démarré le programme, mais restent élevés par rapport aux moyennes régionales et mondiales. Les partenaires coopérants ont demandé l'extension du programme afin de prendre en charge davantage de bénéficiaires et trois nouveaux centres de santé périphériques.

Axes de réflexion

19. La mission de terrain a constitué une excellente occasion d'évaluer les activités menées par le PAM en vue d'améliorer la sécurité alimentaire. Les conditions de culture et de production vivrière sont favorables, mais la pauvreté généralisée et le manque d'infrastructures se traduisent par une insécurité alimentaire considérable. Grâce aux programmes nutritionnels susmentionnés, le PAM aide à lutter contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition tout en contribuant à renforcer les capacités des communautés locales moyennant des activités Assistance alimentaire contre travail.
20. L'équipe du Conseil ne s'est pas rendue sur des sites de projets de repas scolaires, mais le PAM et les partenaires ont en permanence souligné l'importance de cette intervention pour améliorer la scolarisation et la poursuite des études, en particulier des filles, la nutrition et la production locale.
21. La viabilité de ces programmes est incertaine compte tenu des contraintes financières. Il est donc important de définir clairement les priorités et de planifier avec souplesse de façon à pouvoir procéder à des ajustements en fonction des ressources disponibles. Il importe aussi de renforcer la prise en charge par les pouvoirs publics et de définir des stratégies précises de transfert des responsabilités.

Renforcement de la résilience et moyens d'existence

22. En Sierra Leone, l'équipe du Conseil a visité le projet de réaménagement du Inland Valley Swamp, dans le district de Bombali, où le PAM exécute un projet d'assistance alimentaire pour la création d'actifs destiné à améliorer la production rizicole et l'accès aux marchés. Au Libéria, elle s'est rendue dans le comté de Bombi, où le PAM dispense une formation et fournit du matériel agricole dans le cadre du Programme d'éducation et d'agriculture Sean Devereux Children's.

23. De même, l'équipe du Conseil a rencontré des chefs de communautés et des petits exploitants qui récoltaient du riz et prévoyaient de diversifier leurs cultures afin d'améliorer leurs rendements. Les visites de projet ont mis en évidence la création accrue de revenus et l'autonomisation des femmes au sein des ménages et des communautés.

Axes de réflexion

24. Le renforcement de la résilience et l'amélioration des moyens d'existence sont fondamentaux pour le développement à long terme. Ce développement exige des efforts concertés de la part des gouvernements, des organisations internationales et des pays donateurs. Le renforcement de la résilience et l'amélioration des moyens d'existence sont aussi des domaines où la coopération entre les organismes ayant leur siège à Rome et l'ensemble de la communauté internationale du développement pourrait contribuer de manière significative au développement des marchés locaux et à l'amélioration de l'accès au microfinancement. De même, il est important d'envisager comment le renforcement de la résilience et l'amélioration des moyens d'existence pourrait contribuer à réduire le besoin d'assistance humanitaire à l'avenir.

Réunions tenues avec des représentants des pouvoirs publics et des membres des équipes de pays des Nations Unies

25. Dans les trois pays, l'équipe du Conseil a rencontré de nombreux représentants de haut niveau de ministères chargés des affaires étrangères, de l'agriculture, de l'élevage, de la santé, de la gestion des catastrophes, des affaires intérieures et de la condition de la femme. Elle a également rencontré des membres des équipes de pays des Nations Unies.
26. Les fonctionnaires des gouvernements ont reçu chaleureusement l'équipe du Conseil et salué le travail accompli par le PAM et les autres organismes et partenaires de développement. Au Libéria, l'équipe du Conseil a eu l'honneur de rencontrer la Présidente Mme Ellen Johnson Sirleaf, première femme élue chef d'État en Afrique. En général, les responsables gouvernementaux rencontrés ont présenté un examen approfondi des activités prévues et mises en œuvre. Ils ont aussi demandé qu'un soutien politique et financier continue d'être apporté aux activités d'aide humanitaire et de développement de la région.
27. Les membres de l'équipe de pays des Nations Unies ont informé l'équipe du Conseil de la situation politique prévalant dans ces pays, et abordé des sujets tels que les amendements constitutionnels en Guinée et les prochaines élections au Libéria et en Sierra Leone. Ils ont aussi abordé leur coopération avec le PAM, et ont notamment souligné: le soutien logistique y compris les services de transport aérien et terrestre et les installations d'entreposage; les analyses approfondies de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité ainsi que les examens Faim zéro; la gestion des données dans le cadre des interventions en cas de catastrophe; et l'amélioration de l'accès au financement, aux marchés et aux compétences pour les cultivatrices.
28. Le programme conjoint des Nations Unies intitulé "Accélérer les progrès vers l'autonomisation économique des femmes rurales", au Libéria, est un bel exemple de collaboration interorganisations. Visant à atténuer la pauvreté en offrant aux femmes des possibilités d'emploi et des débouchés commerciaux, les principaux résultats du projet sont notamment le renforcement des capacités pour améliorer les pratiques agricoles et la nutrition, l'appui au développement d'entreprise aux fins de la création de revenus et l'amélioration de l'accès aux services financiers. Par ailleurs, ce projet a contribué à la révision de la politique nationale en matière de problématique hommes-femmes.

29. Au Libéria, l'équipe du Conseil a rencontré le Représentant spécial du Secrétaire général et Chef de la Mission des Nations Unies au Libéria, M. Farid Zarif. Au cours de l'entretien, le Représentant spécial a exposé les progrès accomplis au Libéria, en particulier l'action menée en faveur de la décentralisation des services publics. L'établissement d'un complexe unique des Nations Unies qui permettrait d'économiser environ 1 million de dollars É.-U. est un autre exploit. Le Représentant spécial s'est cependant inquiété du vide que pourrait laisser le départ de la Mission des Nations Unies au Libéria en mars 2018. Il a aussi signalé la création d'un fonds d'affectation spéciale de 130 millions de dollars destiné à définir une vision stratégique pour passer de l'après-conflit au développement au Libéria.

Axes de réflexion

30. De l'avis général, la collaboration entre les organismes ayant leur siège à Rome et la collaboration interorganisations sont une nécessité. La répartition des tâches entre le PAM et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture en fonction de leur mandat respectif semblait bien fonctionner, et le rôle du Fonds international de développement agricole a été reconnu. Au Libéria, les différents organismes des Nations Unies vont se regrouper sur le même site pour faciliter la coordination et améliorer l'efficacité.
31. La fragilité persistante associée à la diminution des ressources financières est une source d'inquiétude. La création du fonds d'affectation spéciale est une étape dans la bonne direction, mais la viabilité des programmes du PAM, comme de ceux des autres organismes membres de l'équipe de pays des Nations Unies, est incertaine.
32. La représentation équilibrée des sexes dans le personnel des organismes des Nations Unies dans la région demeure une problématique; toutefois, la délégation du Conseil d'administration a été assurée que cette question était prise en compte.